

314 boulevard Clemenceau  
59700 Marcq-en-Barœul  
Tél. 03 20 65 74 74  
Fax 03 20 65 74 75  
contact@loginor-immobilier.fr  
www.groupe-loginor.com

**SPE/REÇU le**

17 FEV. 2011

N° 705

COURRIER ARRIVÉ

LE 16 FEV. 2011

DDTM DU NORD

m<sup>e</sup> cascade = 59-2011-00016

MARCQ EN BAROEUL,  
Le 15 février 2011

MISE  
CELLULE POLICE DE L'EAU  
44 rue de Tournai  
B.P. 289  
59019 LILLE Cedex

C. DUBOIS

CD/CB  
SCI LINSELLES CASTELNAU

A l'attention de Madame GUILLEMOT

Madame,

Dans le cadre de l'opération citée en objet, nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joints 3 exemplaires du dossier « Loi sur l'Eau ». Nous vous remercions de bien vouloir nous faire parvenir un récépissé au 314 Boulevard Clémenceau 59700 MARCQ EN BAROEUL.

Vous en souhaitant bonne réception,

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de salutations distinguées.

Cédric DUBOIS





PREFECTURE DU NORD

**RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION  
CONCERNANT  
LE PROJET D'AMENAGEMENT DE 204 LOGEMENTS, DE COMMERCES  
ET D'UN AMENAGEMENT COMMUNAL – RUE DE CASTELNAU A LINSELLES**

**COMMUNE DE LINSELLES**

**DOSSIER N° 59-2011-00016**

LE PRÉFET DE RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS  
LE PRÉFET DU NORD  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

**ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS  
N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU le décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de dossier de déclaration déposé le 16/02/11 au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet, présenté par la SCI CASTELNAU (Société LOGINOR), représentée par Monsieur WYDOOGHE, enregistré sous le n° 59-2011-00016 et relatif au PROJET D'AMENAGEMENT DE 204 LOGEMENTS, DE COMMERCES ET D'UN AMENAGEMENT COMMUNAL – RUE DE CASTELNAU A LINSELLES ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**SCI CASTELNAU (Société LOGINOR)  
34 Boulevard Clémenceau - 59700 MARCQ-EN-BAROEUL**

concernant :

**LE PROJET D'AMENAGEMENT DE 204 LOGEMENTS, DE COMMERCES ET D'UN  
AMENAGEMENT COMMUNAL – RUE DE CASTELNAU**

dont la réalisation est prévue dans la commune de LINSELLES.

.../...

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

| Rubrique | Intitulé  | Régime      | Arrêtés de prescriptions générales correspondant |
|----------|---|-------------|--|
| 2.1.5.0  | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D) | Déclaration |  |
| 3.2.3.0  | Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)  | Déclaration | Arrêté du 27 août 1999                           |

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

**Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 16/04/11**, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai**, il s'exposerait à une amende pour une contravention de 5ème classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, le montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copie de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de LINSELLES où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du NORD durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de la date de son affichage à la mairie de la commune de LINSELLES par les tiers dans un délai de un (1) an dans les conditions définies à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

.../...

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LILLE, le **- 2 MARS 2011**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef de Service,

  
Didier ROUSSEL

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.

## ANNEXE

### LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTIONS GENERALES

- Arrêté du 27 août 1999



*Liberté • Egalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale des  
territoires et de la mer

Service eau environnement  
Cellule police de l'eau

Affaire suivie par :  
Céline GUILLEMOT  
celinc.guillemot@nord.gouv.fr  
Tél : 03 28 03 84 18  
Fax : 03 28 03 83 80  
Courriel : [see@nord.gouv.fr](mailto:see@nord.gouv.fr)

A

**SCI CASTELNAU**  
**(Société LOGINOR)**  
**à l'attention de M. WYDOOGHE**

**314, boulevard Clémenceau**

**59700 - MARCQ-EN-BAROEUL**

Lille, le **24 MARS 2011**

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement : **Projet d'aménagement de 204 logements, de commerces et d'un aménagement communal – rue de Castelnaud à Linselles - Accord sur dossier de déclaration**

Réf : dossier 59-2011-00016 - DL/CG/LB N° *173* /PE nord

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

**Projet d'aménagement de 204 logements, de commerces et  
d'un aménagement communal – rue de Castelnaud à Linselles,**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 02/03/2011, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de LINSELLES pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du NORD durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif par les tiers dans un délai de un (1) an dans les conditions définies à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement à compter de la date d'affichage en mairie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

Pour le préfet et par délégation,  
l'Adjointe au Chef de Service,

  
Marie-Céline MASSON

Copie à DDTM/délégation territoriale de Lille



Liberté • Egalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale des  
territoires et de la mer

Service eau environnement  
Cellule police de l'eau

Affaire suivie par :  
Céline GUILLEMOT  
celine.guillemot@nord.gouv.fr  
Tél : 03 28 03 84 18  
Fax : 03 28 03 83 80  
Courriel : [see@nord.gouv.fr](mailto:see@nord.gouv.fr)

A

**Monsieur le Maire de la  
commune de LINSELLES  
Mairie de Linselles**

**12, rue Bousbecque**

**59126 – LINSELLES**

Lille, le **28 MARS 2011**

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement : **Projet d'aménagement de 204 logements, de commerces et d'un aménagement communal – rue de Castelnau à Linselles**

Réf : dossier 59-2011-00016 - DL/CG/LB N° *175* /PE nord

PJ : dossier + copies du courrier d'accord et récépissé de déclaration

Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par la SCI CASTELNAU (Société LOGINOR) en date du 16/02/2011 concernant l'opération suivante :

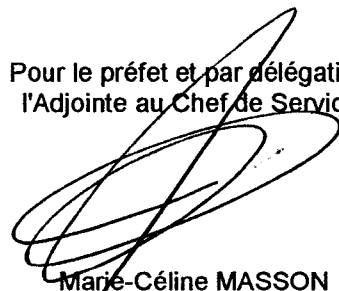
**Projet d'aménagement de 204 logements, de commerces et  
d'un aménagement communal – rue de Castelnau à Linselles.**

Vous trouverez également pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum copie de la décision de monsieur le Préfet concernant cette déclaration.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,  
l'Adjointe au Chef de Service,



Marie-Céline MASSON